

Madame l'Inspectrice d'académie,

Les personnels de l'éducation nationale sont à bout de souffle en cette fin d'année scolaire. Ils sont bien-sûr épuisés par les efforts qu'ils ont dû mener tout au long de l'année pour s'adapter aux contraintes liées aux protocoles sanitaires dans les établissements et pour maintenir à flot des élèves fragilisés psychologiquement et dans leur scolarité. Mais surtout, ils ont subi le manque d'anticipation du ministère qui a été patent dans tous les domaines :

- refus de protéger sérieusement la santé des personnels (livraison aléatoire des autotests et des masques dont certains se sont révélés toxiques, refus de vacciner prioritairement les personnels de l'EN, absence de purificateurs d'air et de capteurs de CO2...),
- inadaptation des outils numériques au travail à distance,
- renvoi au local des décisions sur les demi-jauges créant ainsi des disparités entre les lycées que certains lycées privés ont su exploiter pour promouvoir leurs élèves sur Parcoursup !
- aménagements tardifs des examens voire absence d'aménagement pour le DNB ...

D'ailleurs, le ministre de l'Education nationale vient de présenter, d'abord aux médias, des propositions d'ajustements à sa réforme du baccalauréat : la principale annonce est le passage à 40 % de contrôle continu intégral. Les mots ne doivent tromper personne : il ne s'agit pas d'ajustements cosmétiques mais bien d'un nouveau coup de boutoir contre le baccalauréat comme examen national. Jean-Michel Blanquer s'est souvent autoproclamé plus grand défenseur des épreuves terminales. Il restera en réalité comme le ministre qui a enterré la promesse républicaine d'un baccalauréat national et terminal, préférant instrumentaliser la crise sanitaire pour imposer à marche forcée un baccalauréat de plus en plus local.

A l'heure où le bac Blanquer implose face à l'épreuve du réel (désorganisation des épreuves, confirmation du caractère inégalitaire du Grand oral, impossibilité de valoriser la maîtrise des connaissances), le ministre fait le choix d'accélérer la transformation du bac, confirmant ainsi qu'il est avant tout guidé par un impératif politique et idéologique : pouvoir afficher la mise en œuvre de ses réformes alors que l'heure du bilan du quinquennat approche, favoriser le traitement inégalitaire des élèves. Il fait ainsi, encore une fois, primer des considérations politiques sur des impératifs pédagogiques et sociaux.

Le ministre a souhaité maintenir les épreuves de DNB sans aménagements. Encore un choix désastreux puisque l'épreuve de français proposée lundi était vissé au programme de 4° qui n'a pu être correctement travaillé par les élèves alors en confinement. Il était en outre d'après nos collègues de Lettres inadapté et mal ficelé. Qui voudrait tuer l'épreuve de DNB aussi ne s'y prendrait pas autrement.

Pour désorganiser encore plus le service public d'éducation, 33 postes d'enseignement sont supprimés dans les collèges de la Manche. De nombreux collèges sont touchés par des baisses importantes de DHG et leurs personnels avaient manifesté leur incompréhension et leur colère lors du rassemblement du 17 février. Le message passé par la profession était clair : pas de rentrée 2021 correcte sans injection de moyens supplémentaires. Or les ajustements proposés à cette heure dans les collèges sont boiteux : les ouvertures de classe sont insuffisamment financées, les heures supplémentaires sont trop nombreuses, des ouvertures n'ont pas été prononcées alors que les effectifs dépassent les seuils Pire, le collège de Mortain n'obtient aucun soutien en dotation d'heures postes pour accueillir les collégiens du secteur du collège Victor Hugo de Sourdeval qui ferme à cette rentrée alors que des engagements avaient été pris en ce sens.

Sur la base de cette DHG mal calibrée, un collège a donc été fermé, de nombreux collègues sont sur des postes partagés, d'autres ont connu des mesures de carte scolaire qui ne leur permettent plus d'exercer sur un poste choisi et le mouvement des personnels est désormais bloqué dans de nombreuses disciplines. Les conditions d'enseignement seront dégradées pour tous.

Cette préparation de rentrée dans les collèges est donc celle du mépris le plus profond pour les enseignants et les collégiens de ce département. Il est encore temps de mobiliser des moyens pour sauver cette rentrée. Un plan d'urgence pour l'éducation s'impose. Il suffirait pour cela d'utiliser intégralement le budget de l'EN et s'il faut supprimer quelque chose pour le financer, utilisons donc le budget de l'inutile et du très cher SNU !